

BANQUE DE FRANCE

LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2024 ET PERSPECTIVES 2025

Février 2025

Contexte national : l'économie française face à l'incertitude politique et économique

Après un début de décennie marqué par une succession de chocs (Covid-19, invasion de l'Ukraine par la Russie, crise énergétique, crise inflationniste), l'économie mondiale a résisté en 2024 et l'inflation a continué de refluer. Ainsi selon le FMI ([WEO de janvier 2025](#)), le PIB mondial augmenterait de 3,2 % en 2024. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 0,8 % en 2024, après une hausse de 0,4 % en 2023.

En France, sur l'ensemble de l'année 2024, la croissance du PIB s'établit à 1,1 % d'après les plus récents comptes nationaux trimestriels. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parvient à résister malgré le choc inflationniste des dernières années et dans un contexte d'incertitude politique et de haut niveau de déficit public. La résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services notamment dans l'hébergement restauration, l'information communication ainsi que dans les services aux entreprises et aux ménages. Ces secteurs ont fortement bénéficié d'un effet J.O.P. de Paris dont on estime l'impact macroéconomique à +1/4 point de croissance au troisième trimestre avec un contrecoup négatif au quatrième trimestre. La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a connu une baisse en 2024, les sous-secteurs des biens d'équipements et surtout des matériels de transport ont subi une importante diminution de leur valeur ajoutée. La crise du secteur de la construction s'est poursuivie en 2024 ; pour la première fois depuis plus de 50 ans les ventes et les prix baissent simultanément deux années de suite, dans un contexte de taux d'emprunt élevés.

Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2024, l'activité resterait ralentie en 2025 avant de se raffermir ensuite. En 2025, La demande intérieure serait affectée non seulement par les mesures de consolidation budgétaire, mais aussi par le contexte de forte incertitude qui les entoure. En 2026, la croissance annuelle rebondirait, favorisée par la détente des conditions financières. Cette détente permettrait à l'investissement privé de contribuer de nouveau positivement à la croissance et la consommation des ménages progresserait à un rythme plus soutenu. En 2027, la croissance annuelle serait proche de celle de 2026.

La situation sur le marché du travail a été particulièrement dynamique depuis la fin de la pandémie. Dans les trimestres à venir, l'emploi s'ajusterait avec retard au ralentissement économique, avec un rattrapage seulement partiel des pertes passées de productivité. Le marché du travail commencerait à entrer dans une phase transitoire de ralentissement, concentrée sur l'année 2025. Le taux de chômage atteindrait un pic inférieur à 8 % en 2025 et en 2026, avant de repartir à la baisse dans le sillage de la reprise de l'activité.

L'inflation totale (IPCH), qui a atteint un pic début 2023, continuerait à refluer : après une moyenne annuelle de 5,7 % en 2023, elle diminuerait fortement à 2,4 % en 2024 et 1,6 % en 2025. Sur l'horizon de prévision, l'inflation s'inscrirait durablement en dessous de 2 %. Le ralentissement des prix serait favorisé par celui des prix de l'alimentation, de l'énergie et des biens manufacturés, tandis que l'inflation dans les services baisserait plus lentement, expliquant un recul plus progressif de l'inflation sous-jacente vers 2 %.

Dans un contexte de net reflux de l'inflation, **l'Eurosystème a entamé une phase d'assouplissement monétaire. En janvier 2025, le taux de dépôt a reculé de 0,25 point de pourcentage pour atteindre 2,75 %.** Il s'agit de la cinquième baisse des taux directeurs depuis juin. Les taux ont reculé au total de 1,25 point de pourcentage depuis leur pic atteint en septembre 2023.

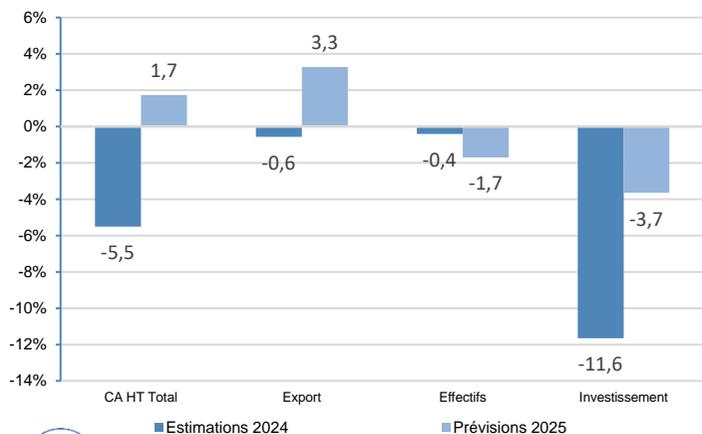
Contexte National

Chiffres clefs

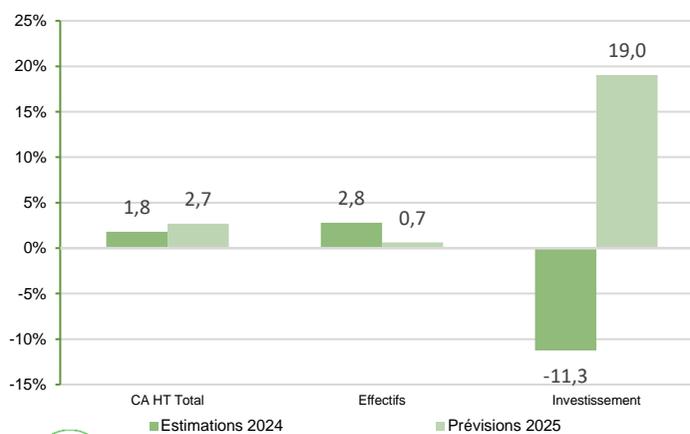
	Chiffre d'affaires	2024 :	- 5,5 %
		2025 :	+1,7%
	Effectifs	2024 :	- 0,4 %
		2025 :	- 1,7 %
	Investissements	2024 :	- 11,6 %
		2025 :	- 3,7 %
	Chiffre d'affaires	2024 :	+ 1,8 %
		2025 :	+ 2,7 %
	Effectifs	2024 :	+ 2,8 %
		2025 :	+ 0,7 %
	Production totale	2024 :	+ 0,2 %
		2025 :	0 %
	Effectifs	2024 :	+ 1,9 %
		2025 :	- 0,4 %

Situation régionale

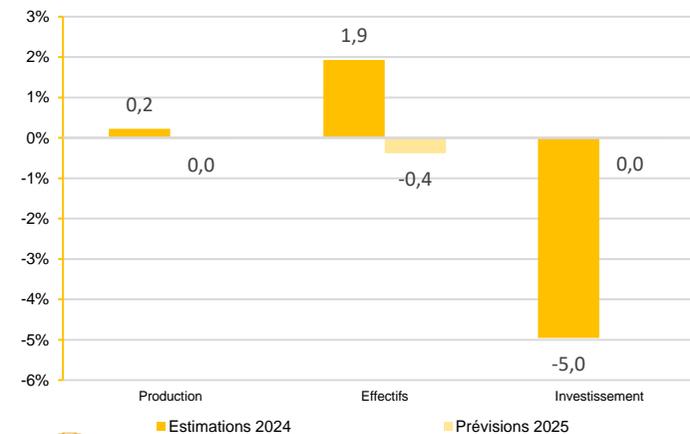
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

Les trois secteurs étudiés (industrie, services marchands et construction) connaissent des évolutions contrastées au cours de l'année 2024. Alors que l'industrie et la construction subissent une diminution, ou à minima une stagnation de leur activité, les services marchands enregistrent, quant à eux, une progression modérée.

Dans ce contexte, l'emploi est impacté négativement. Bien que des recrutements soient réalisés dans les secteurs tertiaires, notamment dans la construction et les services marchands, les effectifs dans l'industrie manufacturière se réduisent. Les contrats précaires, tels que les CDD et les missions d'intérim, sont particulièrement touchés par ces ajustements, qui devraient s'amplifier en 2025.

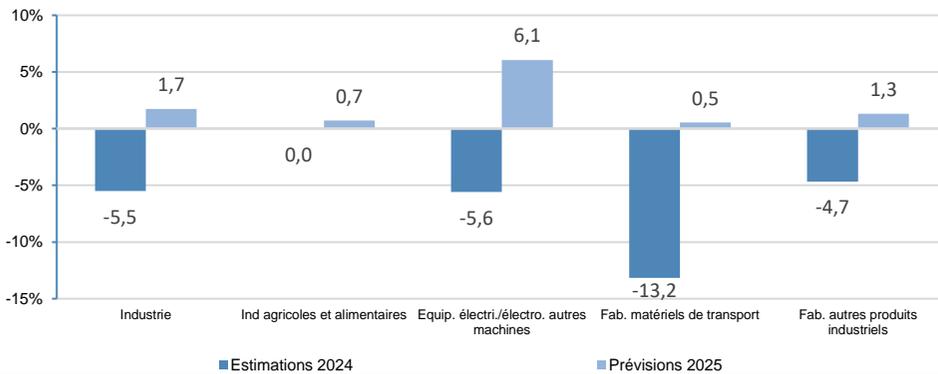
Après les efforts conséquents de 2022 et 2023 visant à réduire les coûts énergétiques, les chefs d'entreprise adoptent en 2024 une posture plus prudente en diminuant significativement leurs budgets. Par ailleurs, le contexte politique national incite également à limiter les acquisitions de nouvelles immobilisations. Pour 2025, un maintien des niveaux d'investissement actuels semble être envisagé pour les acteurs de la construction tandis que ceux de l'industrie poursuivraient leurs restrictions budgétaires. Seuls les entrepreneurs des services marchands escomptent accroître leurs dépenses d'investissement.



Synthèse de l'Industrie

En 2024, les industriels connaissent un recul de leur activité, principalement en raison d'une demande atone. La production de matériels de transport, notamment dans l'automobile, subit un net repli des commandes. Les secteurs des équipements électriques et électroniques et des autres produits industriels (en particulier métallurgie, caoutchouc et plastique), peinent également à générer du chiffre d'affaires. Seule l'industrie agroalimentaire parvient à maintenir un niveau d'activité comparable à celui de 2023. Une légère amélioration est cependant attendue en 2025, en particulier pour les autres produits industriels et les équipements électriques et électroniques. Toutefois, dans ce contexte difficile, la réduction des effectifs, notamment intérimaires, devrait se poursuivre tout au long de l'année.

Évolution du chiffre d'affaires



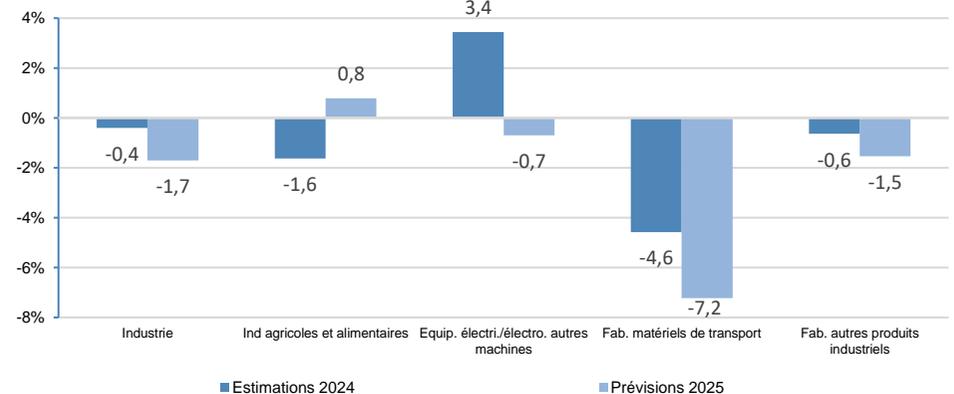
En 2024, le chiffre d'affaires de l'industrie régionale enregistre une contraction de 5,5 %, malgré une revalorisation des prix des produits finis. Cette diminution résulte principalement d'un recul de la demande et des volumes produits, affectant particulièrement la fabrication de matériels de transport (notamment le secteur automobile) et les équipements électriques et électroniques. Seule l'industrie agroalimentaire parvient à maintenir les performances de l'année précédente, constituant une exception dans le panorama industriel.

Pour 2025, une reprise modérée est attendue, portée par la branche des autres produits industriels, (notamment la métallurgie et la chimie) et la fabrication d'équipements électriques et électroniques. En revanche, les activités des industries agroalimentaires et de matériels de transport devraient se stabiliser, sans progression significative.

L'emploi dans le secteur industriel subit une légère dégradation en 2024. À l'exception de la fabrication d'équipements électriques et électroniques, où les effectifs progressent, l'ensemble des branches réduisent leurs moyens humains. Plusieurs facteurs expliquent ce constat. Tout d'abord, la diminution du recours à l'intérim, qui constitue le premier levier d'ajustement. Ensuite, l'arrêt des contrats précaires (notamment les CDD), adopté par de nombreux entrepreneurs. Enfin, le non-remplacement des départs volontaires ou des retraites, en raison des incertitudes économiques. Par ailleurs, les difficultés de recrutement pour certains métiers amplifient cette contraction du nombre de salarié.

Pour 2025, cette tendance à la baisse du personnel devrait s'accroître avec une diminution généralisée des missions intérimaires dans l'ensemble des sous-secteurs. Cependant, la branche agroalimentaire se distingue, anticipant des recrutements, principalement via le recours à des contrats permanents.

Évolution des effectifs



Source Banque de France – INDUSTRIE

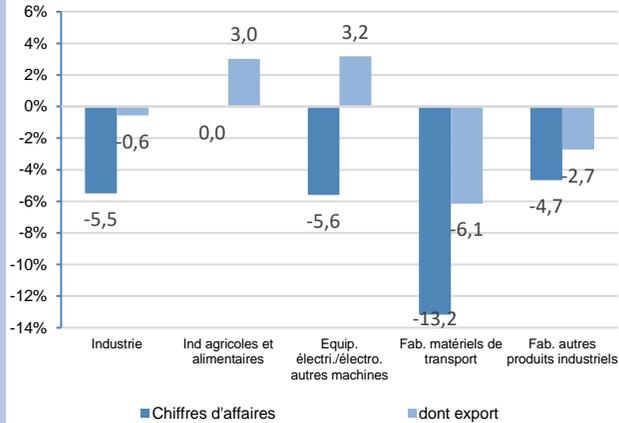


20,9%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export

Industrie par secteurs

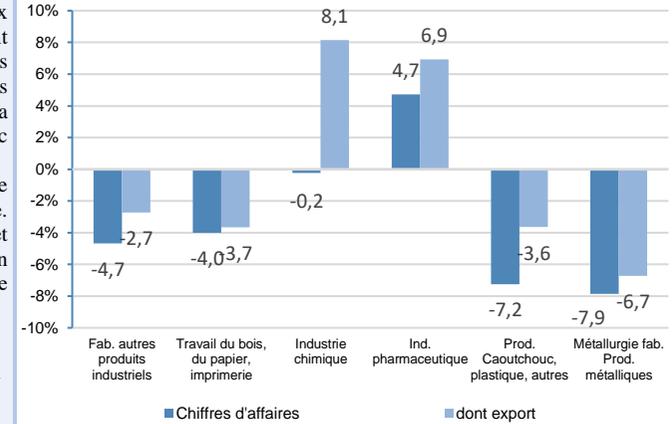


Le volume d'affaires régional se replie en raison d'une demande atone. Si l'agroalimentaire parvient à stabiliser son activité, les autres composantes de l'industrie connaissent des difficultés, en particulier la fabrication de matériels de transport. Dans l'ensemble, les exportations affichent une légère baisse malgré des signes de résilience de certaines filières (agroalimentaire et équipements électriques).

Net recul du CA notamment sur le territoire national et pour la branche de l'automobile. Repli plus modéré des marchés à l'étranger.

Chiffre d'affaires, dont export

Détails des Autres produits industriels



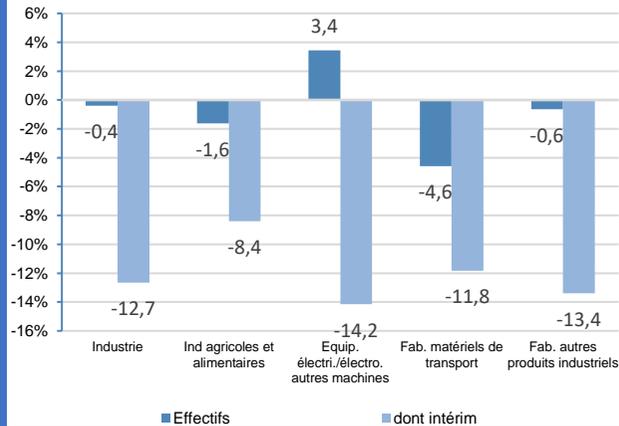
Les autres produits industriels représentent la principale branche de l'industrie régionale. Elle subit un reflux notable du courant d'affaires, largement attribué à la faiblesse des entrées d'ordres tout au long de l'année. Les sous-secteurs les plus impactés par cette situation sont la métallurgie et la production de caoutchouc et de plastique. Du côté de la demande étrangère, une tendance générale à la baisse est observée. Toutefois, les industries chimique et pharmaceutique se démarquent en bénéficiant d'une croissance significative des commandes internationales.

Forte réduction de l'activité pour la métallurgie et la production de caoutchouc, plastique.



Bilan 2024

Industrie par secteurs



Détérioration de l'emploi intérimaire.

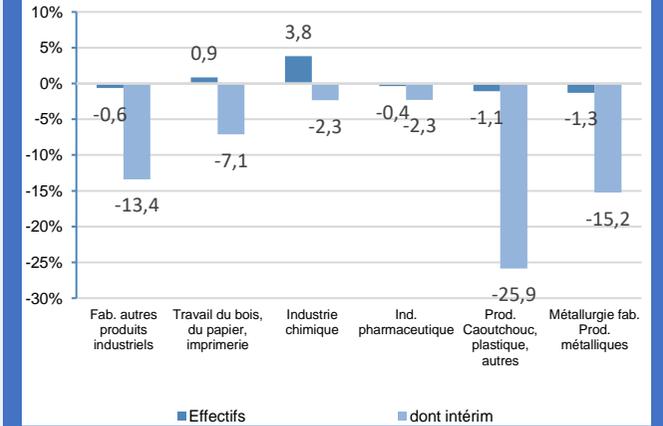
En 2024, les industriels ajustent modestement leurs moyens humains. Ce recul est principalement concentré sur le personnel intérimaire, dont le nombre diminue de manière significative, reflétant les stratégies d'adaptation à une demande en baisse. Cependant, deux exceptions notables se distinguent : les dirigeants de la fabrication d'équipements électriques. Ces derniers continuent d'investir dans leurs ressources humaines en procédant à des recrutements permanents. Les acteurs de l'automobile, quant à eux, réduisent conjointement l'intérim et leurs effectifs permanents.

Effectifs, dont intérim

Des recrutements pour certaines branches et un emploi précaire en retrait.

Dans le secteur des autres produits industriels, les stratégies de gestion des effectifs varient selon les branches. Les dirigeants procèdent à des arrêts de contrats de missions d'intérim et du personnel permanent, particulièrement dans les secteurs de la métallurgie et de la fabrication de caoutchouc et de plastique. En revanche, certaines filières se montrent plus dynamiques, avec un renforcement des équipes via des embauches durables dans les secteurs du travail du bois, du papier, et de l'industrie chimique.

Détails des Autres produits industriels



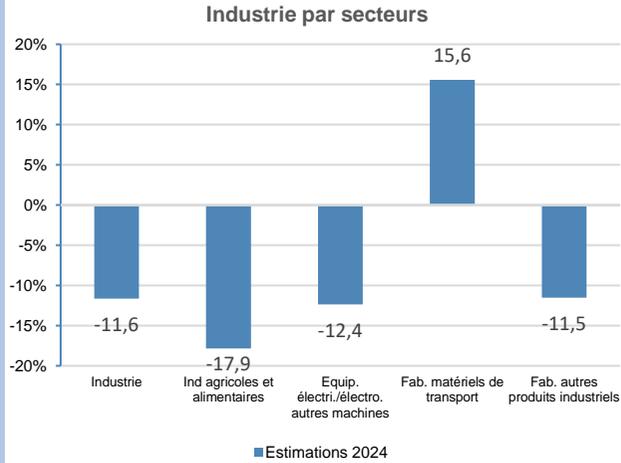
Effectifs, dont intérim



20,9%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution des investissements



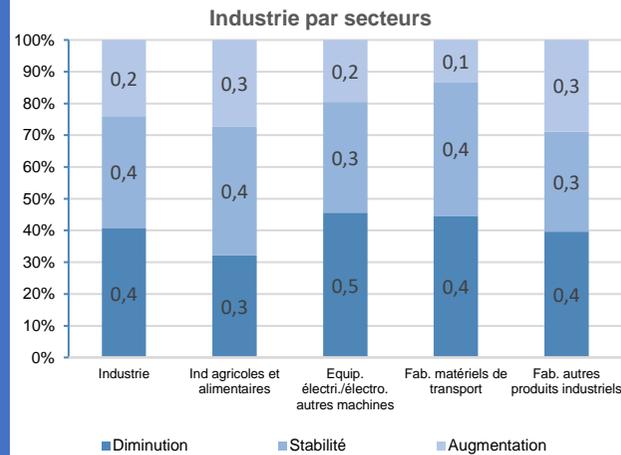
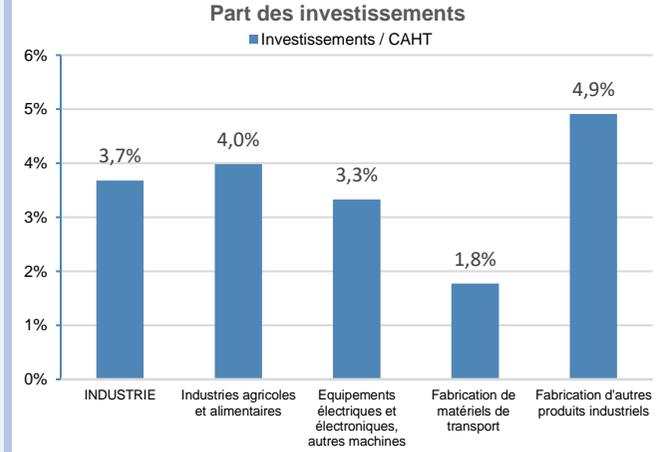
En 2024, les enveloppes budgétaires allouées aux nouvelles acquisitions enregistrent une réduction sensible, marquant une pause après les efforts importants déployés au cours des années précédentes. La prudence des entreprises s'explique par un contexte économique encore incertain et une priorité donnée à l'optimisation des équipements existants. Cependant, la branche de la fabrication de matériels de transport fait figure d'exception. Elle affiche un accroissement des investissements, principalement porté par quelques grands acteurs régionaux.

Diminution des fonds dédiés aux investissements.

Répartition des investissements

En 2024, 3,7 % du chiffre d'affaires global de l'industrie est consacré aux investissements. Bien que la fabrication de matériels de transport soit la seule à enregistrer une hausse des dépenses d'investissement, la part dédiée aux nouvelles acquisitions reste la plus modeste de l'industrie. Les autres produits industriels affichent la proportion du chiffre d'affaires la plus élevée pour les investissements. Parmi ses sous-secteurs, celui du travail du bois et du papier, imprimerie se distingue particulièrement, consacrant 8,5 % de son volume d'affaires aux nouvelles acquisitions.

Effort d'investissement assez hétérogène.



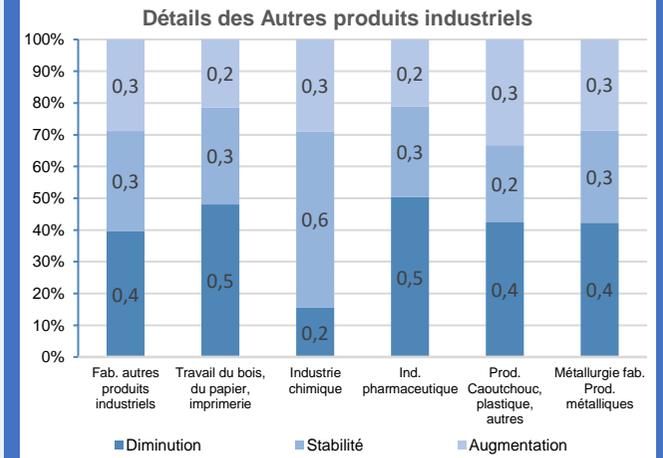
Des résultats au mieux stables ou en repli.

Une majorité d'industriels estime que leurs rentabilités stagnent ou déclinent. Bien que des mesures aient été prises, telles que la révision à la hausse des prix de vente, ou la diminution du recours à la main-d'œuvre intérimaire, elles n'ont pas suffi à préserver les marges d'exploitation, qui restent entamées par la réduction des volumes d'affaires. Un constat particulièrement préoccupant concerne la branche des fabricants de matériels de transport : moins de 10 % des entreprises de ce secteur estiment que leurs résultats progressent en 2024, ce qui en fait la proportion la plus basse parmi les sous-secteurs industriels.

Rentabilité

Peu d'entreprises avec des performances en croissance.

En 2024, plus des deux tiers des acteurs du secteur des autres produits industriels signalent une stabilité ou une diminution de leur rentabilité. Cette tendance reflète les défis auxquels la branche est confrontée, notamment la baisse des commandes et la pression sur les marges. Les avis restent homogènes dans l'ensemble, à l'exception de l'industrie chimique où près de 30% des professionnels font état d'une rentabilité en amélioration et 60 % rapportent des résultats inchangés par rapport à 2023.



Rentabilité

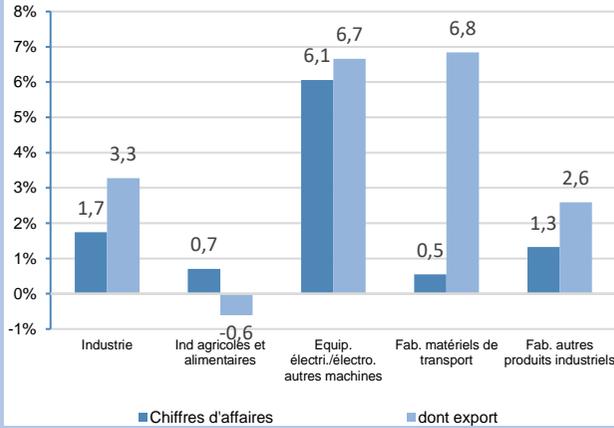


20,9%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export

Industrie par secteurs



Après un recul d'activité en 2024, les industriels anticipent un rebond modéré en 2025. Ils misent notamment sur une reprise des parts de marché à l'étranger, en particulier dans les secteurs des équipements électriques et électroniques et de la fabrication de matériels de transport. L'agroalimentaire, qui avait stabilisé son chiffre d'affaires en 2024, devrait enregistrer une légère progression, bien que freinée par une baisse de l'export. Cependant, il convient de souligner que cette croissance générale prévue en 2025 ne suffira pas à compenser pleinement les pertes de volume subies l'année précédente.

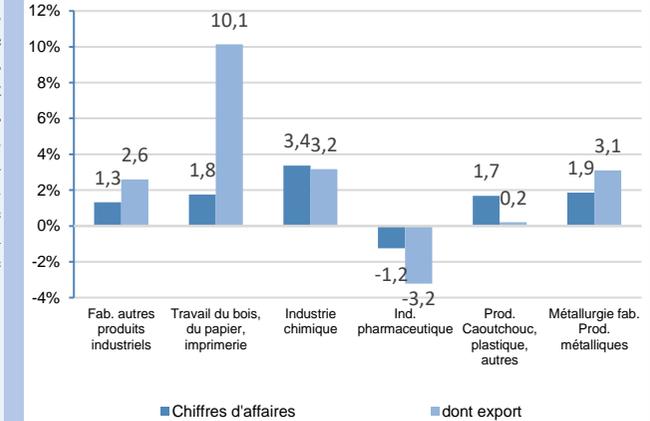
Accroissement de la production industrielle mais niveau encore modeste.

Chiffre d'affaires, dont export

À l'exception de la branche de l'industrie pharmaceutique, qui anticipe un léger recul de son chiffre d'affaires, l'ensemble des autres produits industriels prévoit une reprise de leurs activités. Les commandes étrangères devraient particulièrement progresser dans la filière du travail du bois, du papier et de l'imprimerie. Par ailleurs, l'industrie chimique se distingue comme la seule à envisager un volume d'affaires en 2025 supérieur à celui de 2023. Cette progression témoigne d'une évolution favorable pour une branche qui a connu de grandes difficultés au cours des dernières années.

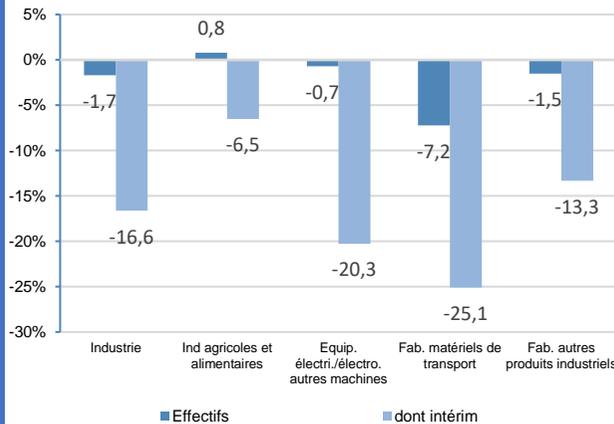
Reprise limitée du courant d'affaires.

Détails des Autres produits industriels



Perspectives 2025

Industrie par secteurs



Poursuite de la réduction des intérimaires en 2025.

Malgré le rebond d'activité attendu en 2025, les industriels de la région ne prévoient pas de renforcer leurs ressources humaines. Les arrêts de missions d'intérim devraient se poursuivre, tandis que les recrutements en personnel permanent se feraient plus rares. Seul le secteur de l'agroalimentaire envisagerait des embauches durables. Les professionnels de fabrication de matériels de transport poursuivraient la réduction conjointe des effectifs permanents et intérimaires.

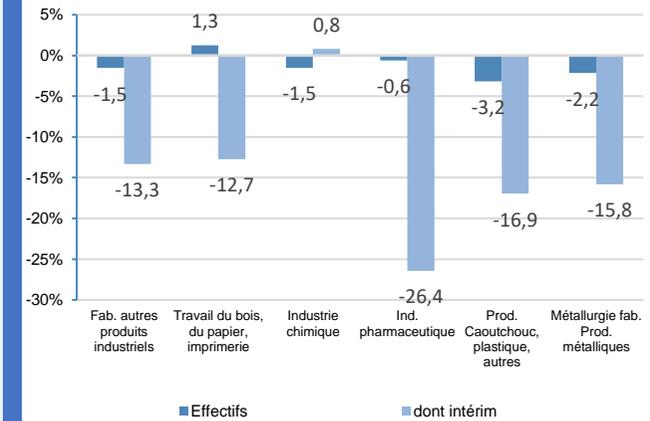
Effectifs, dont intérim

Recours à l'intérim en retrait et des emplois à long terme peu nombreux.

La réduction du recours à l'intérim serait presque généralisée, affectant notamment l'industrie pharmaceutique, dont les prévisions d'activité restent défavorables. En revanche, la filière du travail du bois, du papier et de l'imprimerie se distingue en étant la seule à envisager des recrutements pérennes. Au global, l'emploi se détériore assez sensiblement dans le secteur des autres produits industriels.

Effectifs, dont intérim

Détails des Autres produits industriels

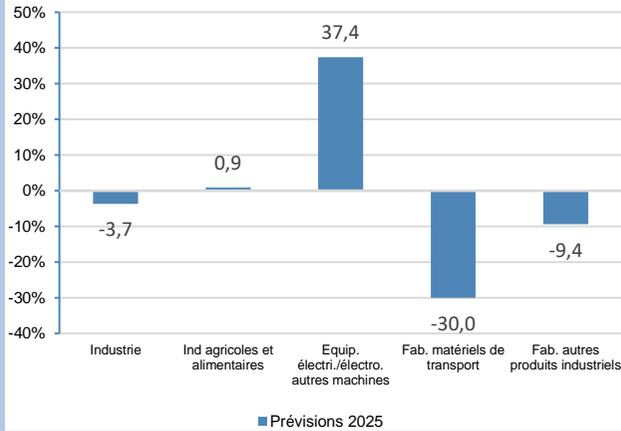




20,9%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Industrie par secteurs



Investissements

Les budgets consacrés aux nouvelles acquisitions devraient à nouveau diminuer en 2025. La baisse la plus marquée concerne la fabrication de matériels de transport, où les principaux acteurs n'alloueraient pas des fonds équivalents à ceux de 2024. Dans la branche des équipements électriques et électroniques, la forte progression des investissements serait principalement portée par des projets immobiliers.

Concernant la fabrication des autres produits industriels, le recul le plus significatif concernerait la filière du travail du bois, du papier et de l'imprimerie.

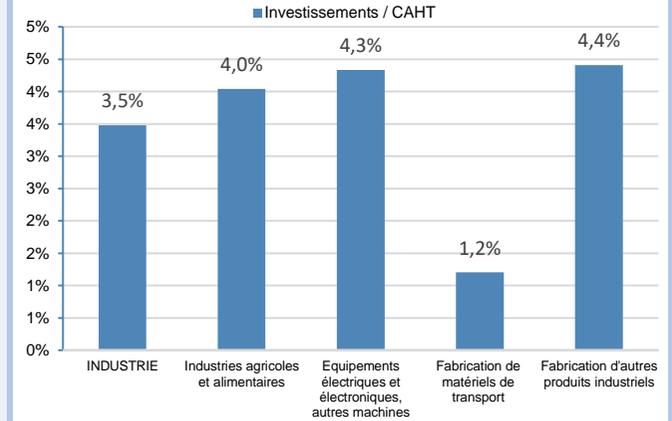
Enveloppe dédiée aux investissements à nouveau en retrait.

Orientation des prévisions

En 2025, près de 3,5 % du chiffre d'affaires serait consacré aux investissements. La part la plus modeste resterait celle des fabricants de matériels de transport, dont les budgets afficheraient un net recul. Dans la production des autres produits industriels, l'industrie chimique (5,2 %) et la filière du travail du bois, du papier et de l'imprimerie (6,3 %) enregistreraient les proportions les plus élevées, malgré toutefois une réduction des fonds alloués pour ce dernier secteur.

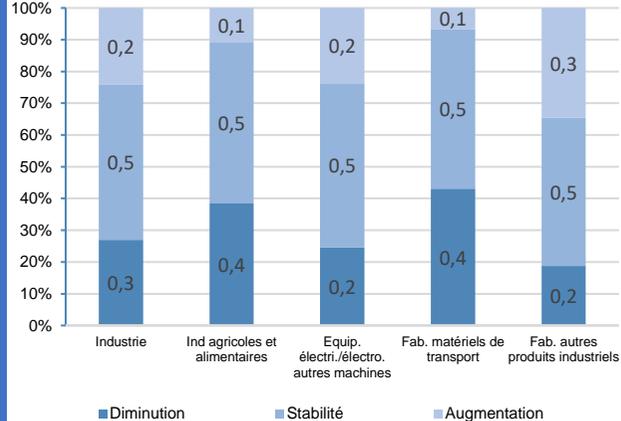
Ralentissement des investissements dans un contexte de légère hausse du chiffre d'affaires.

Part des investissements



Perspectives 2025

Industrie par secteurs



Maintien des performances pour un grand nombre d'entreprises en 2025.

Dans un contexte économique et politique incertain, les chefs d'entreprise adoptent une attitude prudente face à leurs prévisions de résultats. Ainsi, un dirigeant sur deux estime que sa rentabilité restera stable. Moins de 20 % envisagent une amélioration de leurs performances, un chiffre qui tombe à 10 % pour les fabricants de matériels de transport et pour l'industrie agroalimentaire.

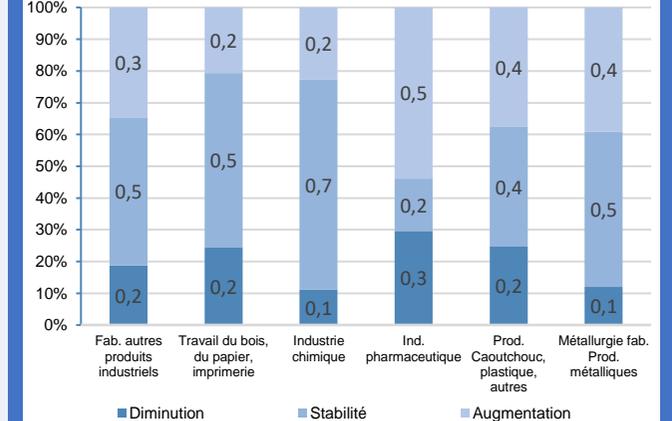
Rentabilité

Au global, une stabilité des résultats mais des perspectives pas totalement homogènes.

Alors que de nombreux professionnels anticipent un maintien de leurs résultats, les acteurs de l'industrie pharmaceutique prévoient majoritairement une augmentation. Cette perspective s'explique notamment par une forte réduction des coûts, en particulier ceux liés au personnel intérimaire, dans un contexte de repli de leur chiffre d'affaires.

Rentabilité

Détails des Autres produits industriels

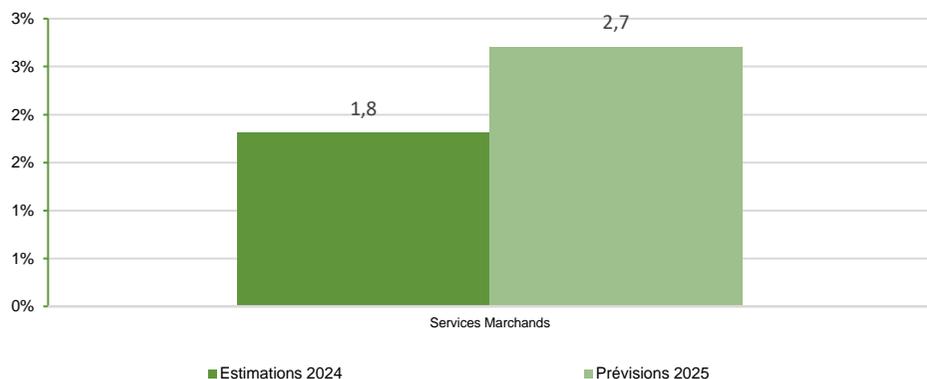




Synthèse des services marchands

En 2024, les services marchands connaissent des dynamiques contrastées : les activités spécialisées, comme la comptabilité, l'ingénierie et le juridique, enregistrent une forte croissance, tandis que le transport-entreposage subit une diminution de la demande. L'emploi reste dynamique malgré des difficultés de recrutement persistantes. Les investissements diminuent, particulièrement dans le transport-entreposage et l'information-communication. En 2025, le courant d'affaires serait bien orienté, tiré par les secteurs spécialisés et l'information-communication. L'emploi serait préservé, à l'exception notable des intérimaires. Les nouvelles acquisitions progresseraient, notamment pour l'hôtellerie-restauration et les activités spécialisées, qui connaissent une hausse grâce à des projets immobiliers et l'expansion de cabinets. Les rentabilités devraient se maintenir malgré l'augmentation des coûts d'exploitation.

Évolution du chiffre d'affaires



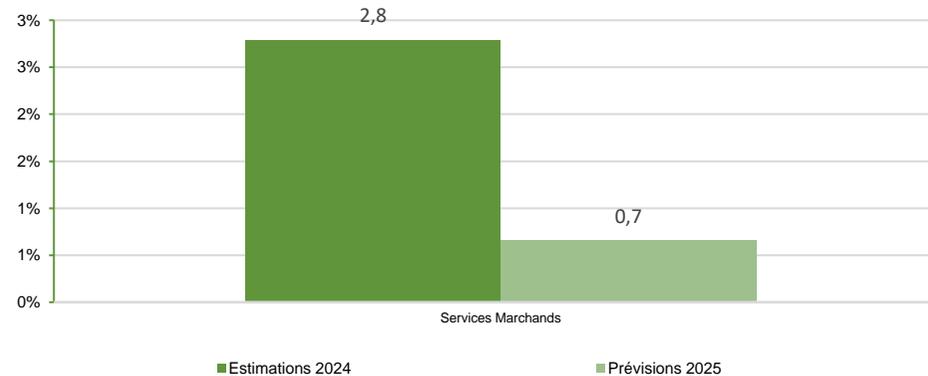
En 2024, le courant d'affaires des services marchands progresse, soutenu par une demande globalement bien orientée et des revalorisations tarifaires. Toutes les branches du secteur enregistrent une hausse de leur chiffre d'affaires. Le sous-secteur des activités spécialisées qui regroupe les prestations comptables, juridiques, et les services de soutien à l'économie (comme les agences d'intérim et de nettoyage), affiche l'augmentation la plus significative. Les entreprises d'ingénierie ainsi que les cabinets comptables et juridiques se distinguent tout particulièrement par leur dynamisme.

Les professionnels anticipent une nouvelle croissance pour le secteur en 2025, avec des performances variées selon les branches. L'information-communication, notamment les métiers de la programmation devraient connaître une nette hausse du volume des prestations, estimée à +9,1 %. Les activités spécialisées enregistraient une augmentation de +5,4 %, portée par les mêmes activités qu'en 2024, avec une amélioration pour les agences d'intérim. Le transport-entreposage fait figure d'exception, avec des prévisions de stagnation pour 2025.

En 2024, les moyens humains s'étoffent dans toutes les branches des services marchands, traduisant la bonne orientation de l'activité. Cependant, des difficultés de recrutement persistent dans certains métiers spécifiques, notamment les chauffeurs dans le secteur du transport et de la logistique et les métiers de la restauration, où les tensions sur le marché de l'emploi demeurent élevées. Les entreprises de nettoyage et celles de l'ingénierie, composantes de la branche des activités spécialisées, se distinguent en ayant réalisé le plus grand nombre de recrutements en 2024. Les transports-entreposage ont également procédé à des embauches, mais dans une moindre mesure que prévu, faute de candidats qualifiés ou disponibles.

L'année à venir devrait voir une progression de l'emploi, bien que moins prononcée qu'en 2024, avec certaines branches anticipant même une réduction de leurs effectifs. Cela concerne notamment le transport-entreposage et l'hébergement-restauration, où la baisse toucherait surtout le recours aux intérimaires dans le premier secteur.

Évolution des effectifs



Source Banque de France – SERVICES

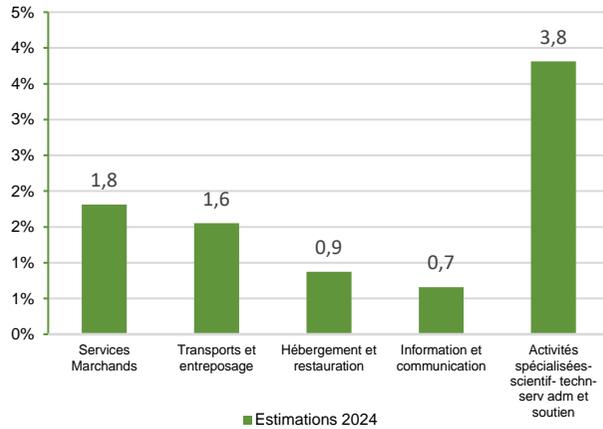


38,1%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires

Évolution du chiffre d'affaires



Les activités spécialisées enregistrent la plus forte progression du nombre de prestations, en particulier dans les cabinets comptables, juridiques et les sociétés d'ingénierie. En revanche, dans ce même secteur, les agences d'intérim doivent faire face à une diminution des sollicitations de la part des clients. Le transport-entreposage profite d'une demande étrangère favorable. Quant aux branches de l'hébergement-restauration et de l'information-communication, leurs chiffres d'affaires progressent principalement grâce à une revalorisation des prix de vente. Sans cette politique tarifaire, l'évolution du courant d'affaires serait négative.

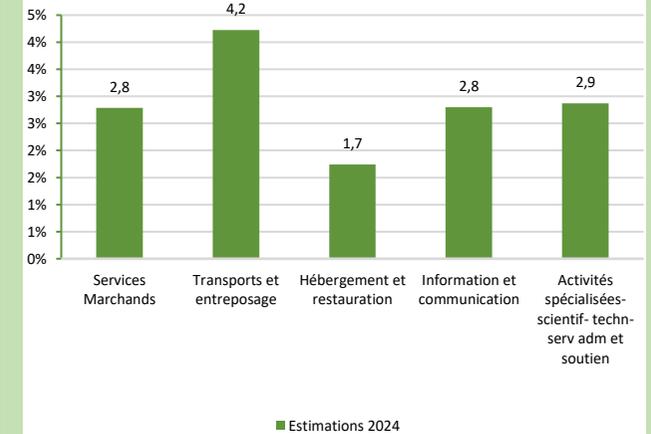
Orientation favorable des commandes et rehaussement des tarifs.

Effectifs

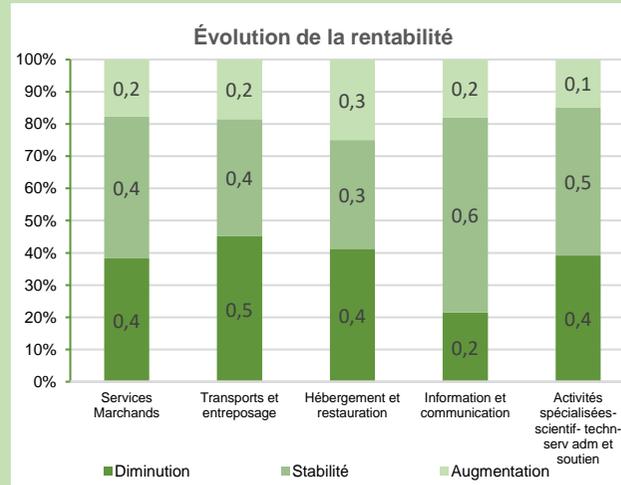
L'emploi demeure dynamique, avec des recrutements observés dans l'ensemble des services marchands. Le secteur des transports et entreposage privilégie principalement des embauches pérennes, tout en maintenant un recours stable au personnel intérimaire. Dans la branche des activités spécialisées, les entreprises de nettoyage et d'ingénierie figurent parmi les principaux recruteurs. Globalement, les effectifs auraient pu croître davantage, mais les difficultés de recrutement demeurent un obstacle fréquemment signalé par les entrepreneurs.

Accroissement des effectifs principalement par des contrats durables.

Évolution des effectifs



Bilan 2024



Malgré des chiffres d'affaires en hausse, des résultats fragiles.

Près de 80 % des acteurs du secteur évoquent une stabilité ou une baisse de leur rentabilité, principalement en raison de coûts d'exploitation élevés (revalorisations salariales, dépenses énergétiques). Cette situation concerne particulièrement les professionnels des transports et de l'entreposage, où une majorité observe un recul de leurs performances.

Dans les activités spécialisées, près de 60 % des directeurs d'agences d'intérim déclarent une diminution de leurs résultats.

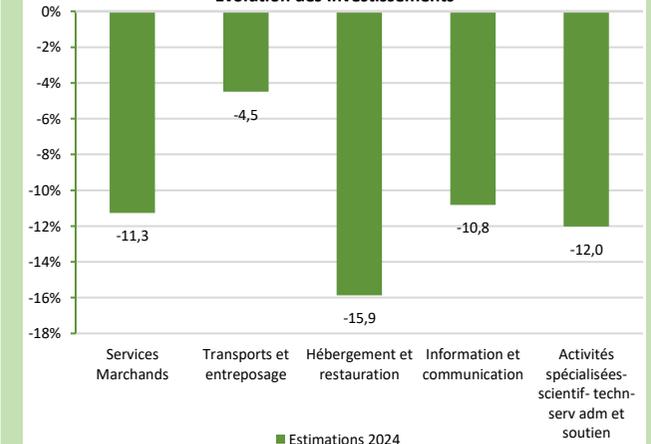
Rentabilité

Baisse généralisée des nouvelles acquisitions.

En 2024, les fonds alloués aux investissements diminuent dans toutes les branches des services marchands. Dans le secteur des transports et de l'entreposage, cette réduction concerne principalement l'entreposage, avec des budgets en nette baisse. Dans le domaine de l'information-communication, les entreprises d'édition réduisent significativement leurs dépenses consacrées aux nouvelles immobilisations. Une tendance similaire est observée chez les restaurateurs. Enfin, les métiers de l'ingénierie et du nettoyage, appartenant aux activités spécialisées, ralentissent également leurs investissements dans l'acquisition d'actifs récents.

Investissements

Évolution des Investissements

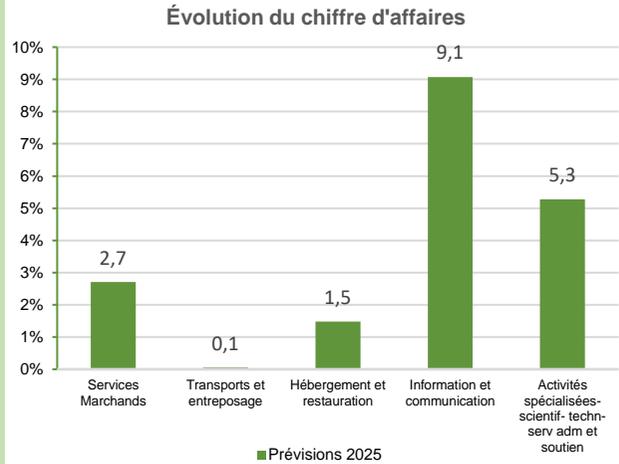




38,1%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires



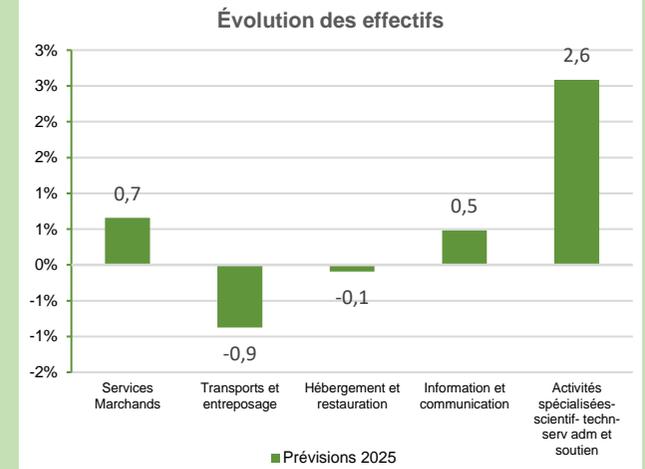
Les courants d'affaires devraient poursuivre leur croissance. Le secteur de l'information-communication anticipe une hausse notable, portée par la programmation informatique. Dans l'hébergement-restauration, les révisions tarifaires prévues en début d'année contribueraient à une évolution favorable du chiffre d'affaires. Les activités spécialisées continueraient de progresser, avec une augmentation des prestations, notamment dans les domaines de l'ingénierie, de la comptabilité et des services juridiques. En revanche, le secteur des transports et de l'entreposage pourrait subir un repli de la demande. Toutefois, l'augmentation des tarifs permettrait de stabiliser leurs chiffre d'affaires.

Prévisions favorables.

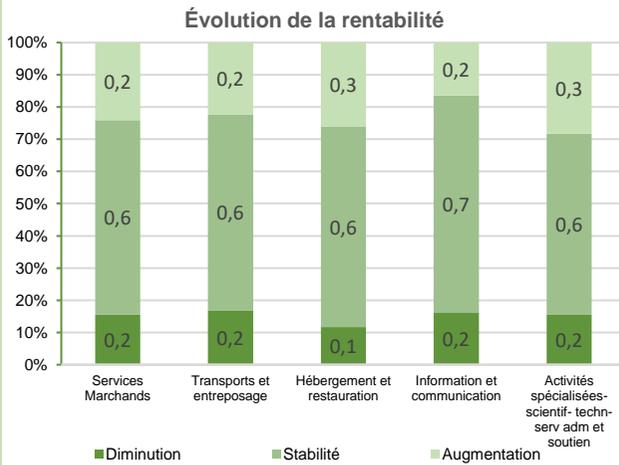
Effectifs

La gestion des moyens humains fluctue selon les branches d'activité. Les transports-entrepôts et les hébergements-restauration réduiraient la main d'œuvre, principalement par la baisse du recours à l'intérim. Pour l'information-communication des recrutements limités auraient lieu car ils semblent avoir été anticipés en 2024. Les activités spécialisées continueraient par contre d'accroître leurs équipes, notamment pour l'ingénierie et la branche nettoyage.

Des recrutements modérés avec des évolutions hétérogènes.



Perspectives 2025



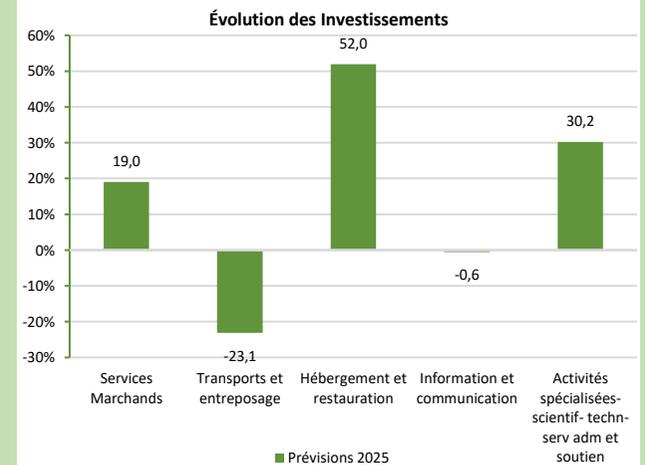
Une stabilité des résultats envisagée pour 2025.

Dans l'ensemble, les entrepreneurs des services marchands anticipent une stabilité de leur rentabilité en 2025. Dans le secteur des activités spécialisées, 80 % des chefs d'agences d'intérim prévoient un maintien ou une amélioration de leurs performances. Ces perspectives, relativement optimistes, s'expliquent en partie par les difficultés rencontrées en 2024 et, en comparaison, des prévisions plus favorables pour l'année à venir.

Rentabilité

Accroissement des investissements, mais de manière hétérogène.

Globalement, les budgets prévus pour les investissements devraient augmenter en 2025, bien que les évolutions varient selon les secteurs. Le transport-entrepôt enregistrerait une nouvelle réduction des fonds alloués aux acquisitions, tandis que les dépenses dans l'information-communication resteraient stables. Dans l'hôtellerie-restauration, des montants significatifs seraient investis, principalement pour des projets immobiliers, tels que des agrandissements et des rénovations. Enfin, l'augmentation des investissements dans les activités spécialisées s'expliquerait par l'ouverture de nouveaux cabinets comptables et l'extension de structures existantes.

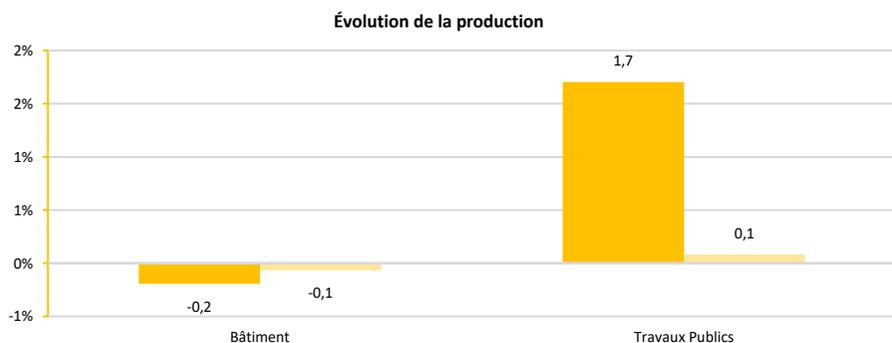


Investissements



Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

En 2024, le chiffre d'affaires du secteur de la construction est maintenu grâce à une hausse des prix, bien que la demande ait diminué, particulièrement dans le gros œuvre. Les prévisions pour 2025 indiquent une stagnation des volumes d'affaires, avec des commandes modestes et une nouvelle révision des tarifs pour compenser la faiblesse des commandes. L'emploi reste stable, notamment dans le second œuvre et les travaux publics, mais les entreprises anticipent une réduction des effectifs intérimaires.

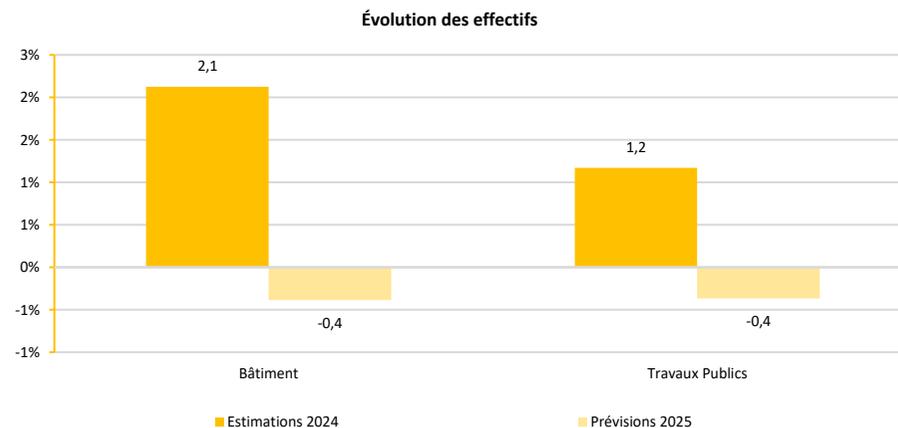


En 2024, le chiffre d'affaires généré sur les chantiers se maintient à un niveau globalement similaire à celui de l'année précédente. Toutefois, ce résultat est largement attribuable à une révision à la hausse des prix des devis et prestations opérée par les professionnels au début de l'année. Sans cette adaptation tarifaire, les ventes auraient enregistré un recul, principalement en raison d'un fléchissement de la demande, particulièrement marqué dans le gros œuvre. Les travaux publics suivent une dynamique similaire, bien que le ralentissement y soit moins prononcé. Les acteurs de ce sous-secteur ont également fait face à une diminution des entrées de commandes, compensée en partie par un rehaussement des tarifs.

Pour 2025, les prévisions des entrepreneurs de la construction indiquent un maintien du courant d'affaires au niveau de l'année précédente. Cependant, les commandes devraient rester modestes, en particulier pour les chantiers de gros œuvre, qui continuent à être affectés par une demande limitée. Afin de préserver le montant des ventes, les professionnels prévoient une nouvelle révision des tarifs. Cette stratégie sur les prix serait essentielle pour compenser le faible volume de commandes et stabiliser l'activité globale.

Bien que l'activité économique soit en demi-teinte dans le secteur de la construction, l'emploi est préservé en 2024. Les professionnels ont privilégié des embauches pérennes, principalement dans les métiers du second œuvre et des travaux publics, où la demande a été le moins touchée. Cependant, des difficultés de recrutement persistent, notamment pour certains métiers qualifiés. Dans ce contexte, le recours aux intérimaires s'est révélé précieux pour répondre aux besoins temporaires de main-d'œuvre. La branche du gros œuvre, marquée par une activité moribonde (contraction importante des entrées d'ordres), réduit son recours aux intérimaires.

En 2025, les entrepreneurs du secteur de la construction envisagent de poursuivre les recrutements pérennes, notamment pour renforcer leurs effectifs permanents. Cependant, ils anticipent également un arrêt significatif de nombreuses missions intérimaires, entraînant au final un léger fléchissement des effectifs globaux dans l'ensemble des sous-secteurs. Cette décision est principalement motivée par un manque de visibilité concernant l'activité sur les chantiers pour l'année à venir. Cette incertitude pousse les entreprises à opter pour une gestion prudente de leurs ressources humaines.



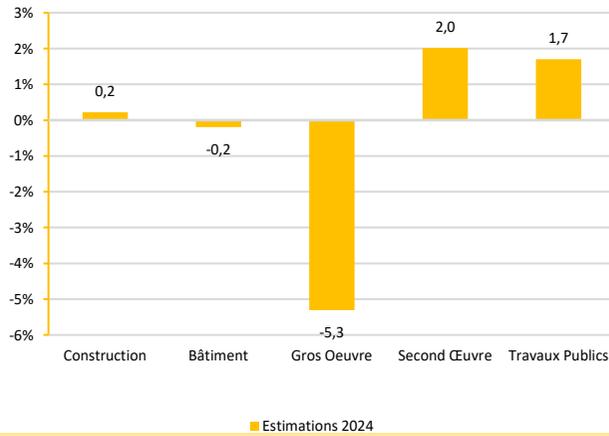
Source Banque de France – CONSTRUCTION



8,4%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution de la production



Production totale

L'activité globale du secteur de la construction se maintient, portée par les hausses des prix de vente opérées en début d'année. Cependant, cette dynamique masque une insuffisance de la demande, qui continue de peser sur les performances du secteur bâtiment. Ce dernier, comprenant le gros œuvre et le second œuvre, enregistre un léger fléchissement. Ce recul est particulièrement marqué dans le gros œuvre, en raison du manque de dynamisme de la demande publique. À l'inverse, le marché de la rénovation se montre plus porteur, mais concurrentiel. Les travaux publics sont confrontés à des entrées d'ordres peu dynamiques, ce qui les conduit à réviser leurs prix.

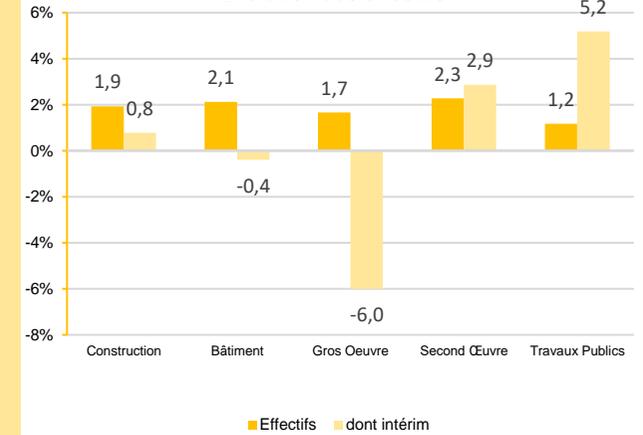
**Commandes en baisse.
Rehaussement tarifaire.**

Effectifs, dont intérim

Malgré une activité sur les chantiers peu satisfaisants, les effectifs du secteur de la construction se sont renforcés en 2024. Les entreprises ont procédé à des recrutements durables, renforçant leurs équipes de manière pérenne. Le recours à l'intérim, en progression, a joué un rôle essentiel pour pallier les postes permanents restés non pourvus. Cette situation reflète les difficultés de recrutement persistantes dans la profession, notamment pour les métiers qualifiés. Toutefois, la branche du gros œuvre fait exception : elle a nettement réduit son volant d'intérimaires, en raison d'une demande en retrait dans ce segment

Emploi préservé avec du recours à l'intérim.

Évolution des effectifs



Bilan 2024

Évolution de la rentabilité



Des rentabilités préservées

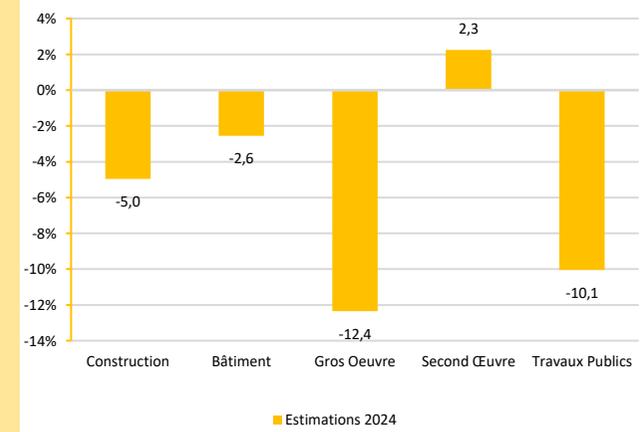
Moins de la moitié des entrepreneurs du secteur de la construction estiment que leurs performances se maintiennent en 2024. Une autre partie, relativement comparable, d'entre eux jugent leurs résultats en augmentation. Dans les travaux publics, la tendance à la hausse des rentabilités se situe notamment dans la construction de routes. Dans le second œuvre, les entreprises d'isolation et de plâtrerie affichent les profits les plus favorables. En revanche, dans le gros œuvre, les sociétés de démolition sont celles dont les dirigeants rapportent le plus grand nombre de résultats en retrait.

Rentabilité

Montants réduits pour des nouveaux actifs.

Les budgets alloués aux nouvelles acquisitions connaissent une diminution générale. Dans le secteur du gros œuvre, ce sont principalement les entreprises de maçonnerie qui réduisent leurs investissements. Dans les travaux publics, ce sont les sociétés de terrassement qui enregistrent une baisse des montants alloués. À l'inverse, les enveloppes budgétaires augmentent dans le second œuvre, notamment pour les installateurs électriques et les menuiseries bois et métalliques.

Évolution des Investissements



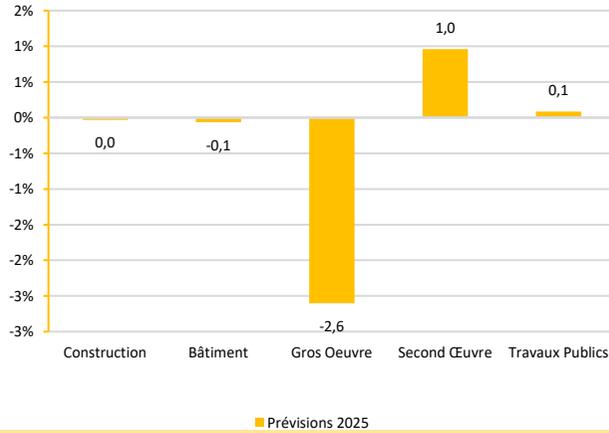
Investissements



8,4%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution de la production



Production totale

Les perspectives d'activité pour 2025 laissent entrevoir une stabilité du courant d'affaires, portée par les révisions tarifaires prévues, et ce malgré une demande toujours en repli. Toutefois, la situation diffère selon les branches. Celle du gros œuvre s'annonce comme la plus impactée. Malgré les ajustements de prix, l'évolution du courant d'affaires y resterait négative. À l'inverse, la branche du second œuvre présente des signes de résilience, notamment grâce à la performance des installateurs électriques, qui profitent d'une activité positive.

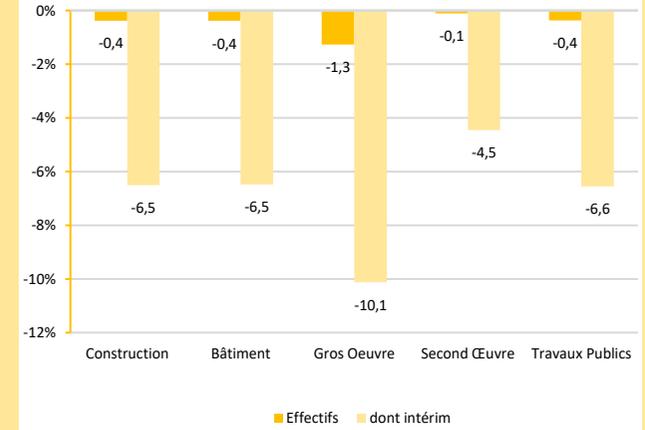
Stagnation du chiffre d'affaires et évolution hétérogène.

Effectifs, dont intérim

Bien que des recrutements pour des postes permanents soient envisagés en 2025, l'effectif global devrait légèrement diminuer. Cette évolution s'expliquerait par une réduction significative du recours au personnel intérimaire, notamment dans le secteur du gros œuvre. Cette branche, confrontée à un manque de visibilité et à un carnet de commandes restreint, choisit de réduire ses ressources humaines par prudence. En revanche, dans le secteur du second œuvre, les embauches se concentreront principalement sur les installateurs électriques.

Légère détérioration de l'emploi. Nombreux arrêts de contrats intérimaires.

Évolution des effectifs



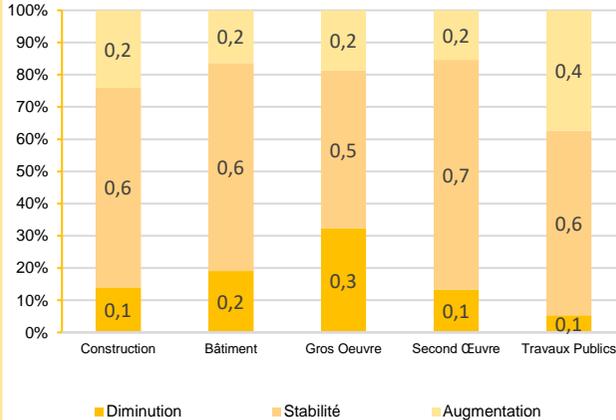
Perspectives 2025

Stagnation des résultats pour un grand nombre d'entreprises.

En raison d'un contexte économique incertain, la majorité des entrepreneurs du secteur de la construction anticipent au mieux un maintien de leur rentabilité. Toutefois, des divergences devraient émerger. Ainsi, les activités de démolition dans le gros œuvre continueraient de connaître des performances en baisse, tandis que les entreprises spécialisées dans l'isolation et les travaux de finition, dans le second œuvre, devraient enregistrer une croissance de leurs profits.

Rentabilité

Évolution de la rentabilité

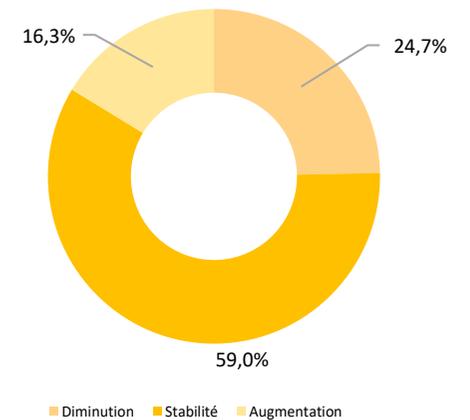


Maintien des carnets de commandes à un niveau insatisfaisant.

Dans l'ensemble, les carnets de commandes devraient rester stables à des niveaux modestes. Dans le gros œuvre, près d'un tiers des dirigeants prévoient une diminution de leurs carnets, et cette proportion atteint près de la moitié pour les entreprises de démolition. Pour le second œuvre, un quart des entreprises s'attendent à un repli, avec un pourcentage de 51 % pour les sociétés de plâtrerie. Dans les travaux publics, un cinquième des entrepreneurs anticipent une baisse de leurs commandes. En revanche, ce sont trois quarts des acteurs du secteur des ouvrages d'art qui partagent cette prévision baissière.

Carnets de commandes

Évolution des carnets de commandes



 Méthodologie

1 693 entreprises nous ont répondu. Elles représentent :

Un effectif global de 198 124 personnes

Un chiffre d'affaires global de 68 986 M€

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2023-2024-2025).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2023		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Industrie	673	129 221	250 307	51,6 %
Ind Agricoles et Alimentaires	106	18 740	30 585	61,3 %
Equip. Électri./électr. Autres machines	106	25 156	47 636	52,8 %
Fab. Matériel de transport	40	23 102	26 759	86,3 %
Fab. Autres produits industriels	421	62 223	145 327	42,8 %

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2023		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Services marchands	507	39 016	257 489	15,2 %
Transport et entreposage	152	12 304	61 042	20,1 %
Hébergement et restauration	150	4 738	90 238	5,3 %
Information et communication	37	6 745	20 854	32,3 %
Act. Jur., compt., gest., architecture ...	168	15 229	38 407	39,7 %

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2023		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total construction	513	29 889	118 438	25,2 %
Bâtiment	423	18 991	94 384	20,1 %
Gros oeuvre	122	5 772	22 607	25,5 %
Second oeuvre	301	13 219	71 777	18,4 %
Travaux publics	90	10 898	24 054	45,3 %



Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Financement des entreprises
 Epargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Monnaie et concours à l'économie
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises Anticipations d'inflation
 Conjoncture	Tendances régionales en Grand Est Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France

**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

3 place Broglie CS 20410 - 67002 - STRASBOURG CEDEX

 **03.88.52.28.71**

 region44.conjoncture@banque-france.fr

Rédacteur en chef

Alan PIAT, Directeur Départemental

Directeur de la publication

Laurent SAHUQUET, Directeur Régional

